



Assemblée générale

Distr. générale
29 novembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session
Cinquième Commission
Points 123 et 118 de l'ordre du jour

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

Droit des peuples à l'autodétermination

Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination

**Incidences sur le budget-programme du projet de résolution
A/C.3/56/L.31**

**État présenté par le Secrétaire général conformément
à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale**

1. À sa 50e séance, le 27 novembre 2001, la Troisième Commission a adopté le projet de résolution publié sous la cote A/C.3/56/L.31. Elle était saisie d'un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme (A/C.3/56/L.77), qui est soumis ci-après à l'examen de la Cinquième Commission.

I. Demandes formulées dans le projet de résolution

2. Aux termes du paragraphe 10 du projet de résolution A/C.3/56/L.31, l'Assemblée générale prierait le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser, avant la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, une deuxième réunion d'experts conformément à sa résolution 54/151 du 17 décembre 1999, pour continuer d'analyser et de mettre à jour la législation internationale en vigueur et faire des recommandations sur une définition juridique plus claire du mercenaire qui permettrait de prévenir et réprimer plus efficacement les activités de mercenaires.



II. Corrélations entre les activités et le plan à moyen terme pour la période 2002-2005 ainsi que le budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003

3. Les activités visées plus haut concernent le sous-programme 3 (Services consultatifs, coopération technique, appui aux procédures d'établissement des faits et aux activités hors Siège dans le domaine des droits de l'homme) du programme 19 (Droits de l'homme) du plan à moyen terme pour la période 2002-2005¹ ainsi que le même sous-programme du chapitre 22 (Droits de l'homme) du budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 [A/56/6 (Sect. 22)].

III. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

4. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme convoquerait en 2002, à Genève, une réunion d'experts d'une durée de cinq jours ouvrables. Dix experts universitaires au total seraient invités à cette réunion.

IV. Modifications à apporter au programme de travail approuvé pour l'exercice biennal 2002-2003

5. Le texte explicatif du chapitre 22 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 serait modifié comme indiqué ci-après et incorporé dans la version finale, sous réserve d'une décision de l'Assemblée générale. Les révisions proposées au chapitre 22 sont les suivantes :

Paragraphe 22.44 a)

Ajouter à la fin de l'alinéa :

« v) Réunion d'experts visant à étudier la législation internationale en vigueur et faire des recommandations sur une définition juridique plus claire du mercenaire qui permettrait de prévenir et réprimer plus efficacement les activités de mercenaires. »

Paragraphe 22.44 b) i)

Ajouter à la fin de l'alinéa :

« une étude sur la législation internationale en vigueur, comportant des recommandations visant à préciser la définition juridique du mercenaire. »

V. Indication des ressources supplémentaires

6. Pour donner suite aux demandes figurant dans le projet de résolution, les ressources ci-après seraient nécessaires pour l'exercice biennal 2002-2003 (en dollars des États-Unis) :

Chapitre 22, Droits de l'homme*Personnel temporaire autre que pour les réunions*

6 semaines à la classe P-3	11 000
----------------------------	--------

6 semaines, agent des services généraux	8 600
---	-------

Groupe spécial d'experts

10 experts universitaires provenant de différentes régions (frais de voyage et indemnité journalière de subsistance)	44 500
--	--------

Total	64 100
--------------	---------------

Chapitre 2, Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence

Services des séances, 10 documents de pré session, 5 documents de session,
5 documents possession et autres dépenses

154 200

7. Il n'est pas prévu de ressources dans le projet de budget-programme au titre de la deuxième réunion d'experts. Au stade actuel, il n'est pas prévu que les ressources nécessaires puissent être absorbées par les ressources prévues pour le chapitre 22 (Droits de l'homme) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003.

8. À propos des services de conférence, la nécessité de compléter la capacité permanente de l'Organisation au moyen de ressources au titre de l'assistance temporaire ne pourra être déterminée que sur la base du calendrier des conférences pour 2002-2003. Toutefois, des ressources sont prévues au chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et services de conférence) du projet de budget-programme pour 2002-2003, non seulement au titre des réunions prévues au moment de l'établissement du budget, mais également pour celles qui seraient autorisées par la suite, à condition que le nombre et la répartition des réunions et conférences correspondent à la structure des réunions des années antérieures. En conséquence, aucun crédit supplémentaire ne serait demandé à ce chapitre.

VI. Fonds de réserve

9. On se souviendra que, conformément à la procédure établie par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, il est créé pour chaque exercice biennal un fonds de réserve destiné à couvrir les dépenses additionnelles qui résultent des décisions des organes délibérants pour lesquelles aucun crédit n'est inscrit au budget-programme approuvé. Si les dépenses additionnelles envisagées à ce titre dépassent les ressources du fonds de réserve, les activités auxquelles se rapportent ces dépenses ne peuvent être inscrites au budget que moyennant la affectation des crédits prévus pour des activités de moindre priorité ou le réaménagement d'activités approuvées.

10. S'il n'était pas possible de couvrir les dépenses nécessaires au moyen du fonds de réserve, les activités et produits relevant du chapitre 22 prévus pour l'exercice biennal 2002-2003 devraient encore être reprogrammés et réaménagés en sus des demandes figurant dans le présent état.

VII. Récapitulation

11. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution A/C.3/56/L.31, il faudrait prévoir des ressources supplémentaires de 64 100 dollars pour l'exercice biennal 2002-2003 au chapitre 22 (Droits de l'homme).

12. Pour l'instant, aucune des activités prévues au chapitre 22 du projet de budget-programme ne peut être annulée, reportée, réduite ou réaménagée en cours d'exercice.

13. En conséquence, un montant supplémentaire de 64 100 dollars serait nécessaire en sus des ressources inscrites au chapitre 22 (Droits de l'homme). Ce montant serait imputé sur le fonds de réserve, ce qui exigerait à ce titre l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'exercice biennal 2002-2003.

Notes

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 6 (A/55/6/Rev.1).*
